

FO

MTES

Ministère de la
Transition Écologique
et Solidaire

MCTRCT

Ministre de la Cohésion des Territoires
et des Relations avec les Collectivités
Territoriales

AVEC FO, CONSTRUISONS NOTRE AVENIR !

Covid-19 au MTES / MCTRCT
« Il y aura un avant et un après » ?
FO répond « Chiche !! »



*Pour investir
dans l'énergie
du futur...
ou pas!*

Les causes qui ont amené aux décisions de confinement d'une majeure partie de la population, en France, dans la plupart des pays d'Europe et dans le Monde, sont identiques. **L'épidémie n'étant pas, et de loin, enrayée, l'objet n'est pas de tirer un bilan qui se voudrait exhaustif**, ou de se lancer dans la phase de recherche des responsabilités et culpabilités en la matière, mais de mettre en perspective les facteurs aggravants de la crise que nous traversons, et les enjeux qui en découlent pour le pôle ministériel MTES/MCTRCT.

Crise COVID 19 : pas la première crise...pas la dernière !

Des facteurs aggravants constants...

Pour ne pas renouveler les mêmes erreurs !

Affaiblir les services de l'État pour aggraver les effets de la prochaine crise ?

Y aura-t-il « un avant et un après » au sein du MTES/MCTRCT?

Crise COVID 19 : pas la première crise... pas la dernière !

La plupart des crises ayant affecté l'ensemble de la planète ces dernières années étaient d'origine financière. Après chacune d'elle, de vastes promesses étaient faites, et les résultats concrets obtenus d'une ambition beaucoup plus faible, **la majorité des coûts supportés étant par les citoyens.** La seule réponse apportée in fine étant **une baisse toujours plus importante des moyens alloués à la puissance publique** pour mener les politiques de long terme en faveur des habitants et de la planète, notamment au travers de services publics répondant à leurs besoins essentiels.

Cette crise inédite aura certes des répercussions sociales, financières, politiques, dans les relations internationales à moyen et long terme, **mais elle touche d'abord à court terme à la santé des populations et met en exergue et aggrave les inégalités.**

Des facteurs aggravants constants...

Dans toutes les crises on retrouve la notion de court et de long termes. Force est de constater ici **comme la vision à très court terme, purement comptable des dirigeants (publics comme privés) a été un facteur aggravant à la crise**: manque d'anticipation, manque de masques, manque de tests, manque de lits dans les hôpitaux, délitement de nos moyens de productions. **La population subit aujourd'hui durement ces erreurs**: perte des libertés, pertes des revenus, perte de la santé, si ce n'est de la vie comme pour les soignants envoyés au feu sans protection.

La recherche qui n'est pas immédiatement susceptible de donner lieu à des applications économiques a été rapidement sous financée voire laissée en déshérence.

L'organisation de l'ensemble de la production suivant des chaînes de valeurs fragmentées, dont chaque fragment est délocalisable et sans gestion de stocks, pour optimiser le rendement financier immédiat.

Les baisses d'impôts et de cotisations censées donner des résultats immédiats via une hausse de la richesse marchande produite, jamais démontrée.

La concurrence présentée comme vertu cardinale et étendue à l'ensemble des relations sociales, entre individus, territoires, systèmes fiscaux.

Les baisses d'effectifs et de moyens imposés à l'ensemble des structures de la puissance publique.



Pour ne pas renouveler les mêmes erreurs !

Tout cela concourt **d'une même vision de recherche de retour sur investissement à très court terme**, alors que cette crise, comme celles du passé, aura démontré sur l'ensemble de ces sujets **qu'il aurait été bien moins onéreux de faire autrement**. Onéreux en termes financiers, en termes de vie humaine surtout.

Coopération, adaptation des moyens alloués aux besoins, réflexions sur les services essentiels dont il faut assurer la continuité coûte que coûte, mais aussi sur ceux qui concourent à l'adaptation de la société sur le temps long aux différents défis soulevés (dont le premier, climatique) **doivent être les grandes lignes qui guident l'action publique**, dès 2020.

La prochaine crise sera peut être à nouveau financière ou sanitaire, peut être liée à des mouvements sociaux d'ampleur inégalée, à un accident industriel majeur, ..

Avec une certitude à échéance longue, **elle sera une conséquence du dérèglement climatique dont nous vivons déjà la réalité mois après mois**, et ce depuis plusieurs années. Si ce n'est pas la cause de la prochaine grande crise, ce sera la suivante.

La liste des sujets à prendre à bras le corps peut donner le vertige, citons en quelques exemples :

- la préservation et la sécurisation de l'approvisionnement en eau potable et en denrées alimentaires dans le respect de l'environnement
- la préservation des services éco systémiques rendus par notre environnement et la préservation de la biodiversité.
- La fin de la dépendance aux carburants fossiles tout en maintenant des capacités de déplacement
- l'adaptation à la montée des eaux et aux phénomènes climatiques extrêmes
 - la lutte contre des maladies infectieuses nouvelles sous nos latitudes

Les faiblesses structurelles mises au grand jour par l'épidémie due au coronavirus sont, de fait, valables pour toutes les crises à venir.

Certes prévoir à l'avance toute crise d'ampleur mondiale qui pourrait survenir est sans doute une gageure **mais plusieurs points doivent permettre dans les champs qui nous occupent de se dire qu'enfin, il y aura un après :**

- inverser enfin la logique, partir des crises auxquelles il faudra probablement faire face, et se donner les moyens d'y répondre
- l'arrêt pur et simple des réorganisations réalisées à la seule aune des objectifs comptables de réductions d'effectifs. Aucune organisation n'est en mesure de se projeter vers l'avenir dans un objectif de réaliser des missions essentielles au cadre de vie de nos concitoyens, encore moins d'adapter ces missions à des besoins essentiels qui évolueront, si la préoccupation quotidienne depuis plus de 15 ans est encore et toujours de s'adapter pour tenter de faire aussi bien avec moins de personnels et moins de moyens; **l'Etat français doit s'appuyer sur une expertise forte de ses services publics, particulièrement malmené ces dernières années au MTES.**
- **arrêter net la concurrence fiscale et sociale entre Etats**, déjà au niveau européen, pour que chaque Etat puisse se redonner des marges de manœuvre
- **en finir avec un discours sur l'innovation** comme seule source de création de richesse nouvelle, qui n'aboutit qu'à une allocation inconsidérée de moyens **sur ce qui est générateur de profits marchands immédiats mais superflu**, et remettre la recherche et l'innovation au cœur de la résolution des défis sociétaux.
- **Redonner l'attractivité nécessaire aux métiers** qui ont du sens pour l'intérêt collectif, dont ceux nécessaires pour porter les politiques du MTES/MCTRCT



FORTE DES EFFECTIFS =
EMBALLLEMENT AU PÔLE
ÉCOLOGIE / TRANSPORT / LOGEMENT

Affaiblir les services de l'État pour aggraver les effets de la prochaine crise ?

Cette crise aura une nouvelle fois fait la démonstration **que seul l'État, émanation de notre contrat social, est là en dernier recours**, que lui seul peut faire que chacun contribue selon ses moyens et bénéficie des protections collectives selon ses besoins. S'il est bien sûr ensuite nécessaire de définir la répartition des rôles avec les collectivités pour opérer sur chaque sujet à la bonne échelle, ce sont bien les orientations décidées à son niveau qui ont amené aux man- quements observés, et qui pour une prochaine crise pourraient amener à un résultat tout différent.

Si les services de l'État ont été critiqués dans la gestion de la crise, souvent de façon opportuniste pour justifier de nouveaux mou- vements de décentralisation, **c'est bien parce qu'ils ont subi les effets de la**

rigueur budgétaire qui leur a été appliquée depuis la RGPP jusqu'à CAP 2022, **de l'affaiblissement des compétences mobilisables** par transferts et abandons de missions, **de l'attaque contre les chaînes ministérielles** par inter-ministérialisation et Episation galopantes. **Pour faire mieux la prochaine fois, la solution n'est aucunement la politique du pire et de la fuite en avant !!**



Ce ne peuvent être encore et toujours ceux qui servent la puissance publique d'une part, les salariés plus largement d'autre part, qui soient ceux une nouvelle fois seuls mis à contribution, **et que les questions de répartition des richesses continuent d'être éludées ou orientées vers une accumulation infinie** pour une part infime de la population au détriment des biens communs. L'argent n'est qu'un moyen et non une fin.

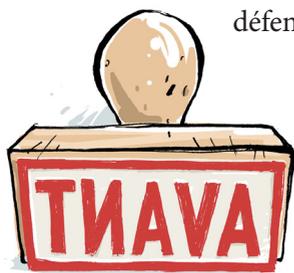
C'est pourquoi, il est indispensable de tirer aujourd'hui les leçons pour ne pas subir dans le futur.

Alors, POUR qu'il y ait « un avant et un après » au sein des ministères de l'Écologie et de la Cohésion des Territoires, FO porte ses propositions :

- **Et si** on décidait d'un moratoire sur les réorganisations « budgétaires » et les suppressions d'effectifs des services de nos ministères, en donnant une visibilité assise sur une loi de programmation pluriannuelle ? Nous avons lancé l'alerte comme les salariés des hôpitaux avaient aussi lancé avant la pandémie de COVID-19, le temps est venu d'agir !

- **Et si** on renforçait le service public de l'environnement, de l'aménagement, du logement, des transports, de l'agriculture à travers des administrations centrales, des services déconcentrés et des établissements publics dotés aussi bien en moyens qu'en personnels, et non soumis à l'arbitraire préfectoral ou au dépeçage décentralisateur en compétences ? Cela passe par la revisite de la chaîne de portage des politiques au plus près du terrain, et l'arrêt de la mise en place des secrétariats généraux communs.

- **Et si** on préparait l'avenir en développant la recherche et l'expertise ? Nos ministères doivent continuer à investir dans ces domaines surtout lorsqu'il n'y a pas de logique de rentabilité immédiate, et défendre l'ensemble de leurs creusets.



Colm

- **Et si** on réinvestissait dans la connaissance du territoire dans tous les domaines (environnement, risques, réseaux...) comme une condition nécessaire pour pouvoir apporter des réponses aux crises ? Il est donc nécessaires de maintenir ou rétablir les implantations territoriales.

- **Et si** on réhabilitait les capacités techniques et d'ingénieries pour maintenir des capacités d'interventions ?

- **Et si** on se fixait pour objectif le maintien d'écoles de formation de haut niveau, l'aména-

gement de parcours professionnels riches et attractifs, et la lutte contre la précarisation de l'emploi public sous-tendue par la loi de « transformation de la Fonction Publique » ? La construction des compétences nécessaires au service public de demain serait assurée !

- **Et si** on mettait en place un plan massif de recrutements sur les corps ministériels pour répondre aux enjeux d'avenir et contribuer à la lutte contre la précarisation de la jeunesse ?

- **Et si** nous retrouvions des logiques ministérielles qui ensuite se déclinent plutôt que le « chacun pour soi » où l'on fait « comme on veut ou comme on peut » ? L'épidémie a montré que la logique de gestion régionalisée à travers un pilotage bureaucratique était désastreuse.

- **Et si** l'État retrouvait l'ensemble de ses leviers d'intervention, de régulation, de contrôle et de partenariat ?

- **Et si** on ouvrait de réelles négociations pour améliorer les conditions de travail intégrant les enseignements de la crise, en matière d'organisation du temps de travail (semaine de 4 jours par exemple), de droit à la déconnexion, avec maintien des CHSCT ?



FEETS FO

Fédération de l'**E**quipement, de l'**E**nvironnement, des **T**ransports et des **S**ervices **FORCE OUVRIERE**
46 rue des petites écuries 75010 Paris